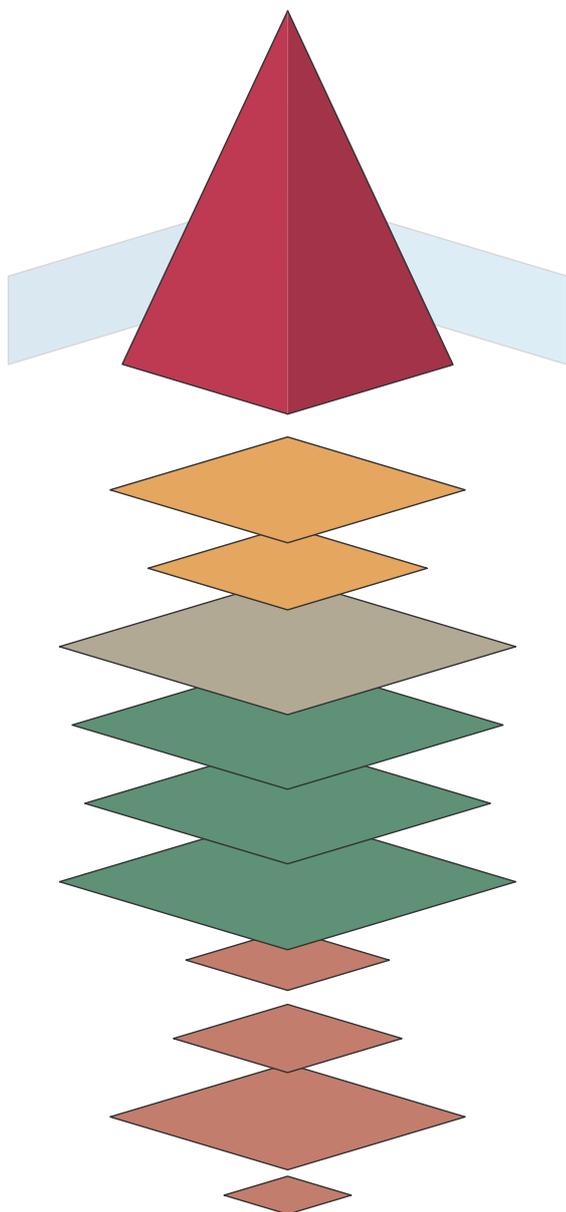




RÉP. DÉMOCRATIQUE DU CONGO



7,75

SCORE DE CRIMINALITÉ

1^{er} sur 193 pays

1^{er} sur 54 pays africains

1^{er} sur 11 pays d'Afrique centrale



MARCHÉS CRIMINELS

6,50

TRAITE DES PERSONNES **7,00**

TRAFIC D'ÊTRES HUMAINS **5,50**

TRAFIC D'ARMES **9,00**

CRIMINALITÉ LIÉE À LA FLORE **8,50**

CRIMINALITÉ LIÉE À LA FAUNE **8,00**

CRIMINALITÉ LIÉE AUX PRODUITS
NON RENOUVELABLES **9,00**

COMMERCE D'HÉROÏNE **4,00**

COMMERCE DE COCAÏNE **4,50**

COMMERCE DE CANNABIS **7,00**

COMMERCE DE DROGUES DE SYNTHÈSE **2,50**



ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ

9,00

GROUPES DE TYPE MAFIEUX **9,00**

RÉSEAUX CRIMINELS **9,00**

ACTEURS INTÉGRÉS À L'ÉTAT **9,00**

ACTEURS ÉTRANGERS **9,00**



2,29

SCORE DE RÉSILIENCE

181^e sur 193 pays

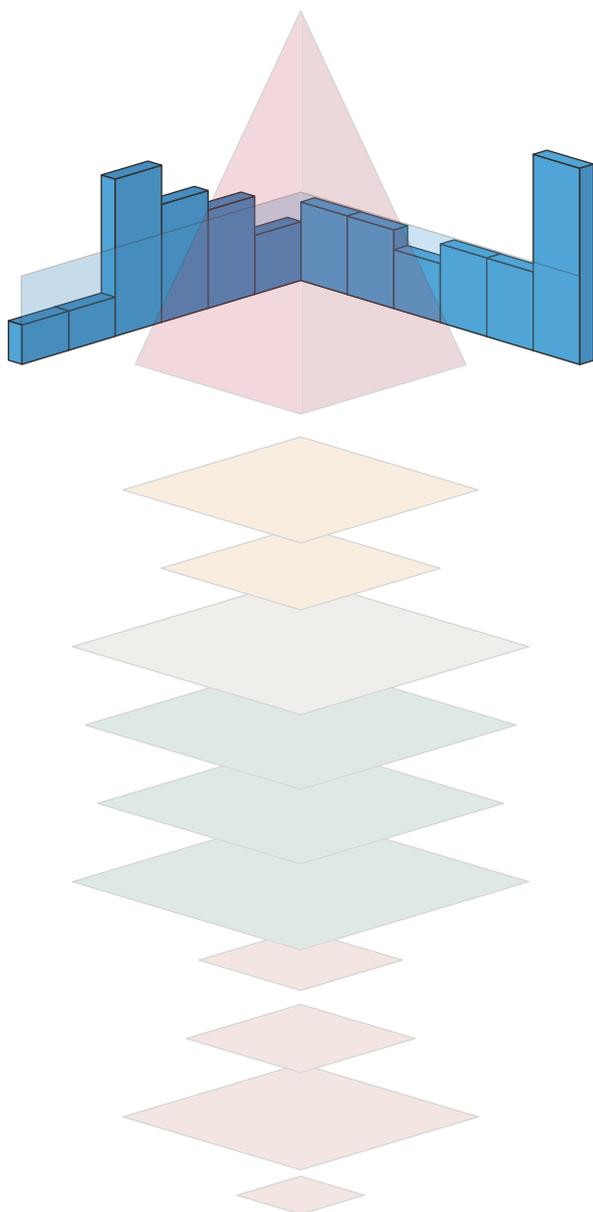
48^e sur 54 pays africains

8^e sur 11 pays d'Afrique centrale





RÉP. DÉMOCRATIQUE DU CONGO



2,29

SCORE DE RÉSILIENCE

181^e sur 193 pays

48^e sur 54 pays africains

8^e sur 11 pays d'Afrique centrale

LEADERSHIP POLITIQUE ET GOUVERNANCE	1,00
TRANSPARENCE ET RESPONSABILITÉ DU GOUVERNEMENT	1,00
COOPÉRATION INTERNATIONALE	4,00
POLITIQUES ET LÉGISLATIONS NATIONALES	3,00
SYSTÈME JUDICIAIRE ET DÉTENTION	2,50
FORCES DE L'ORDRE	1,50
INTÉGRITÉ TERRITORIALE	2,00
LUTTE CONTRE LE BLANCHIMENT D'ARGENT	2,00
CAPACITÉ DE RÉGLEMENTATION ÉCONOMIQUE	1,50
SOUTIEN AUX VICTIMES ET AUX TÉMOINS	2,00
PRÉVENTION	2,00
ACTEURS NON ÉTATIQUES	5,00



7,75

SCORE DE CRIMINALITÉ

1^{er} sur 193 pays

1^{er} sur 54 pays africains

1^{er} sur 11 pays d'Afrique centrale



MARCHÉS CRIMINELS 6,50



ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ 9,00



CRIMINALITÉ

MARCHÉS CRIMINELS

PERSONNES

La traite des personnes est très répandue en République démocratique du Congo (RDC) et touche de larges pans de la population congolaise. Elle a principalement lieu à l'intérieur du pays et prend la forme d'une prostitution forcée ou de recrutement d'enfants dans des groupes armés. Bien qu'il s'agisse d'un pays d'origine, de transit et de destination de la traite, ces pratiques restent difficiles à détecter en raison du faible niveau de vie de la population et des violations généralisées des droits de l'homme.

En raison des conflits endémiques, de la violence et des déplacements en RDC, le trafic d'êtres humains est un moyen crucial d'aider les migrants vulnérables à se déplacer à la fois dans le pays et à l'étranger. Cependant, il ne s'agit pas d'un commerce courant ou lucratif, et les passeurs professionnels qui opèrent sont souvent sud-africains ou zimbabwéens. Le trafic de migrants congolais à destination de l'Europe a augmenté ces dernières années parmi les migrants les plus riches, qui sont en mesure de payer des prix plus élevés aux passeurs.

COMMERCE

Le conflit armé en RDC et dans les États voisins, combiné à une frontière poreuse, a exacerbé le trafic d'armes dans le pays. Le développement des groupes rebelles locaux et étrangers a fait augmenter la demande de trafic illicite d'armes et de munitions, en particulier entre la RDC et la République centrafricaine. La possession d'armes, élevée en RDC, se chiffre en centaines de milliers. En outre, des membres du gouvernement fourniraient des armes à des groupes armés, ce qui signifie que des armes seraient détournées vers une circulation illégale. Bien qu'ils soient conscients de ce problème, plusieurs gouvernements dans le monde continuent à fournir des armes à la RDC.

ENVIRONNEMENT

La RDC abrite la plus grande forêt tropicale d'Afrique, mais a subi une perte importante de couverture arborée au cours des dernières décennies. C'est un pays d'origine pour le bois haut de gamme illégal qui fait l'objet d'un trafic mondial et qui génère des revenus importants pour les acteurs criminels. La corruption est généralisée au sein de la chaîne d'approvisionnement du bois, en particulier avec les concessions forestières industrielles accordées à des entreprises chinoises qui se livrent à la surexploitation, à la fraude documentaire et à l'exploitation forestière en dehors des zones autorisées. En 2014, près de 90 % des

activités d'exploitation forestière étaient illégales dans le pays, et si une grande partie de l'abattage des arbres est le fait de grandes entreprises internationales, des exploitations forestières informelles à petite échelle approvisionnent également les marchés nationaux. La RDC occupe en outre une place importante dans le commerce mondial illégal d'ivoire, même si le durcissement des politiques de répression a contraint le marché à la clandestinité. Malgré la suspension de son quota de permis pour les écailles de pangolin dans l'attente du respect de la Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction, la RDC reste une plaque tournante logistique pour les écailles de pangolin, avec des saisies s'élevant à 16 tonnes en 2019. Certaines espèces de grands singes et autres singes sont menacées par la chasse illégale de viande de brousse, tandis que les groupes armés et les militaires pratiquent la pêche illégale, non déclarée et non réglementée, souvent à l'origine de niveaux élevés de violence.

La RDC est un pays riche en ressources non renouvelables, à l'origine de vastes marchés criminels. La RDC étant un pays source de l'or, le commerce illégal du métal précieux y est répandu et les milices progouvernementales comme les milices rebelles en profitent. Les diamants sont également extraits illégalement et font l'objet d'un trafic avec l'étranger. Le Conseil de sécurité de l'ONU a signalé que des documents frauduleux avaient été utilisés pour exporter de l'or vers les Émirats arabes unis, principal destinataire de l'or illicite du pays. La RDC est également un pays source de ce qu'on appelle les « minerais du conflit », à savoir l'étain, le tungstène et le tantalum. Ce commerce illégal exploiterait le travail des enfants et soutiendrait des groupes armés dans le pays, intensifiant ainsi la violence, y compris celle soutenue par l'État. Fait notable, les minerais extraits sont principalement achetés par des entreprises chinoises.

DROGUES

La RDC sert de pays de transit pour le trafic d'héroïne entre les régions de l'est et du sud de l'Afrique vers l'Europe. L'héroïne transite principalement par l'aéroport international N'djili à Kinshasa, le port de Matadi et le ferry entre Kinshasa et Brazzaville en République du Congo. La consommation intérieure d'héroïne progresse rapidement. La RDC est également un pays de transit pour la cocaïne sud-américaine et les autorités ont intercepté d'importantes cargaisons en route vers le pays. En outre, la consommation intérieure est élevée, et le commerce très violent prospère à Kinshasa, la capitale.

La RDC est à la fois un pays de destination et d'origine pour le trafic de cannabis vers les pays voisins comme l'Ouganda et le Burundi. La consommation de cannabis dans le pays

est élevée, tandis que l'instabilité intérieure, l'influence des groupes rebelles armés dans les régions frontalières et la porosité élevée des frontières permettent à ce commerce de fleurir. En revanche, le commerce de drogues de synthèse y est très restreint, bien que l'on observe une consommation (très limitée) de méthamphétamine.

ACTEURS DE LA CRIMINALITÉ

Les groupes armés sont particulièrement présents dans les provinces orientales de la RDC, avec plus de 100 groupes actifs rien que dans le Nord-Kivu et le Sud-Kivu. Leur développement est dû à la polarisation ethnique, à l'insécurité et aux violations généralisées des droits de l'homme. On pense qu'ils se livrent à des attaques contre des civils et à diverses formes de crime organisé, notamment contre les espèces sauvages. Les gangs de criminels urbains prolifèrent également dans les grandes villes et sont souvent liés aux membres des forces de sécurité et aux politiciens. De nombreux réseaux criminels impliqués dans le marché des ressources non renouvelables opèrent tant au niveau local que transnational en RDC. Ces réseaux comprennent souvent des agents de sécurité congolais et étrangers, des douaniers, des chefs d'entreprise et des responsables

politiques qui coopèrent dans le cadre de l'exportation illégale d'ivoire, d'écailles de pangolin et de minerais.

La corruption est endémique et des acteurs intégrés à l'État de tous niveaux sont impliqués dans le crime organisé. Mêlée au trafic d'armes, l'armée d'État aide les milices mandataires à recruter des enfants-soldats et commet régulièrement des exécutions sommaires, des viols et des extorsions en toute impunité. Les agents de police exploitent souvent un « système coopératif » dans lequel ils revendent des biens volés fournis par des gangs de jeunes. Des entreprises liées à des personnalités publiques sont accusées d'être impliquées dans des détournements de fonds et d'autres partenariats commerciaux corrompus, tandis que les fonctionnaires de l'État acceptent des pots-de-vin pour délivrer des permis d'exploitation aux bûcherons sans licence. La RDC possède une économie internationale, en particulier grâce à ses riches ressources non renouvelables, des marchés sur lesquels des entreprises chinoises exerceraient une influence significative, aux côtés d'entreprises libanaises et indiennes ayant des liens étroits avec les représentants de l'État. Des gangs criminels étrangers opèrent également aux côtés d'acteurs intégrés à l'État pour faciliter le trafic de drogue, d'armes et d'espèces sauvages, ainsi que les fraudes dans le secteur bancaire.

RÉSILIENCE

LEADERSHIP ET GOUVERNANCE

Le leadership politique et la gouvernance en RDC sont faibles, minés par l'activité criminelle des acteurs intégrés à l'État. Les élections de 2018 ont divisé le contrôle des pouvoirs exécutif et législatif et l'absence de majorité du président signifie qu'il a très peu de contrôle sur le parlement. Les conflits et la gouvernance instable sont dus à la concurrence pour le contrôle des vastes ressources naturelles du pays, en particulier dans les provinces orientales. Ainsi, le gouvernement est incapable de contrôler les services de sécurité impliqués dans des activités criminelles et qui soutiennent les groupes rebelles. La RDC est considérée comme l'un des États du monde les plus fragiles et les plus vulnérables aux conflits. En outre, les entreprises publiques dominent les industries extractives, manquant de transparence et pratiquant la corruption dans l'octroi des permis. Bien que des cadres anticorruption soient en place, leur mise en œuvre et leur application font cruellement défaut, et des accusations ont été portées contre des politiciens qui auraient mené de fausses campagnes de lutte contre la corruption pour obtenir le soutien de l'Occident.

En 2017, l'UE a annoncé des sanctions contre huit hauts responsables du gouvernement et de la sécurité de la RDC impliqués dans des violations des droits de l'homme. Toutefois, depuis que le président Tshisekedi a pris ses fonctions en 2019, il a mis fin à la politique d'auto-isolement et rétabli de bonnes relations avec l'ONU et l'UE. Il a relancé le dialogue régional avec les pays voisins, et les États-Unis ont confirmé leur soutien à un nouvel organisme de lutte contre la corruption. La RDC est signataire de plusieurs traités internationaux relatifs à la criminalité organisée. Le pays a légiféré contre ce fléau, il s'efforce de mettre en œuvre le Statut de Rome et il a mis en place une stratégie contre la criminalité liée aux espèces sauvages. Les réglementations ont également été renforcées dans les industries extractives. Cependant, la mise en œuvre de ces lois est très insuffisante et les pratiques d'extorsion sont monnaie courante, le pays se situant bien en dessous de la moyenne mondiale en ce qui concerne les fondements de l'État de droit.

JUSTICE PÉNALE ET SÉCURITÉ

Le système judiciaire est sous-financé, débordé et manque de ressources et d'une formation de base. Les tribunaux sont principalement regroupés dans les zones urbaines et la majorité de la population n'a pas accès aux services judiciaires. La corruption et l'ingérence politique sont généralisées et le gouvernement a, à plusieurs reprises, utilisé le système judiciaire pour cibler ses opposants politiques. Les forces de police sont dysfonctionnelles et inefficaces, même dans les grandes villes et dans la capitale, tandis que la capacité des forces de l'ordre locales à détecter les activités liées au trafic de stupéfiants est insuffisante. La corruption est répandue au sein des forces de police en raison des bas salaires et des mauvais traitements subis. Les interventions de la police sont donc limitées et impliquent souvent des paiements illicites. L'État de droit reste précaire, ce qui permet aux criminels d'agir impunément. La politisation augmente dans les organismes chargés de faire appliquer les lois alors que le haut commandement de l'armée reste sous le contrôle du clan Kabila, ce qui divise les services de renseignement du pays en deux centres de pouvoir. La RDC a une frontière longue et poreuse avec de nombreux points de passage non officiels. De ce fait, les produits de contrebande circulent librement à travers la frontière dans les régions de l'est, en particulier dans la ville d'Ariwara. Un poste-frontière illégal a été établi sur la route principale entre la RDC et la Zambie, tandis que la frontière avec la République centrafricaine reste totalement incontrôlée.

ENVIRONNEMENT ÉCONOMIQUE ET FINANCIER

La corruption généralisée, la faiblesse des forces de l'ordre, l'économie dollarisée et la place prépondérante du secteur informel rendent le système bancaire de la RDC très vulnérable au blanchiment d'argent. Sous la pression internationale, le pays a intensifié ses efforts de lutte contre le blanchiment d'argent en 2019 et a depuis révélé plusieurs scandales de ce type. On estime que 70 % de l'économie du pays est informelle, l'instabilité politique rendant les réformes économiques très difficiles. En particulier, les tentatives gouvernementales pour limiter l'exploitation minière artisanale informelle auraient échoué et auraient parfois entraîné des violences dans les régions du Kasai et du Katanga. Les réseaux clientélistes omniprésents, la bureaucratie inefficace et l'instabilité politique compromettent les perspectives d'investissements internationaux.

SOCIÉTÉ CIVILE ET PROTECTION SOCIALE

Le gouvernement ne dispose d'aucun mécanisme officiel d'identification et d'orientation des victimes de la traite des personnes. De manière ponctuelle, certaines victimes sont orientées vers des ONG. La plupart ont peu recours à la protection de l'État ou ont peu confiance en celui-ci. Alors que le gouvernement a mis en place des mesures

pour identifier les enfants-soldats et les orienter vers les organisations internationales, il ne l'a pas fait pour les victimes de la traite sexuelle. Néanmoins, le gouvernement a apporté un soutien financier pour le rapatriement des victimes congolaises de la traite depuis l'étranger. La RDC répond à moins d'un tiers des exigences des mécanismes internationaux d'aide aux victimes de l'esclavage moderne. Le pays déploie des efforts pour empêcher le recrutement d'enfants en tant que soldats par le biais du groupe de travail technique conjoint du gouvernement et limite le travail des enfants dans les mines de cobalt par le biais de la Fair Cobalt Alliance, soutenue financièrement par des donateurs privés internationaux. Les activités de répression visant à mettre fin au commerce illicite de l'ivoire se sont également multipliées, ce qui a eu pour effet de plonger davantage le marché illicite dans la clandestinité plutôt que de le freiner.

Les acteurs de la société civile sont variés et se consacrent au développement social et économique des communautés locales. On recense plusieurs initiatives internationales visant à améliorer la transparence et les conditions de travail dans la chaîne d'approvisionnement en minerais de la RDC et à répondre à des problèmes plus vastes, tels que la corruption. Cependant, les organisations de la société civile sont elles aussi exposées à la manipulation politique et à la corruption et sont divisées entre les partisans du gouvernement et ceux de l'opposition. Les relations entre le gouvernement et la société civile se sont toutefois améliorées depuis 2018 et l'élection du nouveau président, les groupes de la société civile jouant un rôle clé dans la prestation de services sociaux et la lutte contre la corruption. Cependant, le milieu médiatique est extrêmement hostile avec des médias partiaux en faveur du gouvernement. Des mesures de répression ont d'ailleurs récemment visé des médias critiques à son égard. Des entreprises de médias sont souvent fermées et en 2018, deux journalistes ont été assassinés et deux autres ont disparu. Malgré une légère amélioration du paysage médiatique sous le nouveau président, la censure reste une caractéristique majeure des médias en RDC.

Ce résumé a été financé en partie par une subvention du Département d'État des États-Unis. Les opinions, constatations et conclusions énoncées dans le présent document sont celles des auteurs et ne reflètent pas nécessairement celles du Département d'État des États-Unis.